

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité - 22 février 2015

1. Loi Macron : un soutien toujours solide pour une loi vue comme importante.

⇒ Après cette semaine, la loi Macron **bénéficie d'une notoriété exceptionnelle** : 81% des Français en ont entendu parler, dont plus d'un sur deux dit « *bien voir de quoi il s'agit* » (contre 56% et 20% en décembre dernier).

⇒ Près des **deux tiers (63%) des personnes qui en ont entendu parler s'y déclarent favorables** ; dont **77% des sympathisants socialistes, la moitié des électeurs de JL Mélenchon** (résultat remarquable) et **66% à l'UMP** (ce qui explique sans doute le jugement sévère à l'encontre des députés UMP qui ont refusé de la voter).

⇒ **Les principales mesures contenues dans la loi font l'objet d'un soutien majoritaire, et relativement exempt de clivages partisans** (jusqu'à une relative bienveillance des sympathisants Front de gauche, ce qui n'était pas le cas au début de la discussion) :

- 92% sont favorables à l'élargissement de l'épargne salariale aux PME ;
- 83% sont favorables à la libéralisation des lignes d'autocar (82% au Front de gauche ; 75% au FN) ;
- 75% au fait de permettre à certains magasins en zone touristique d'ouvrir jusqu'à minuit (84% des habitants de région parisienne ; 79% au PS ; 56% au Front de gauche) ;
- 69% à l'ouverture des magasins 12 dimanches par an (73% au PS et 49% au Front de gauche) ;
- 58% sont favorables à la libéralisation de certaines professions réglementées comme les notaires et les huissiers (68% au PS ; 59% à l'UMP ; 50% au Front de gauche) ;
- Seul point d'attention : **la vente des participations de l'Etat dans certaines grandes entreprises** rencontre une hostilité majoritaire (55%, et notamment 57% des sympathisants de gauche), même si en baisse par rapport à décembre dernier.

⇒ **Les critiques sur une loi édulcorée ou des reculs semblent avoir été écrasés par les évènements de la semaine** : sur tous les points testés, les Français ont le sentiment que le gouvernement a « *plutôt renforcé* » la loi au cours des débats au Parlement plutôt que « *reculé* », à **l'exception de la réforme des notaires** (60% des Français jugent que nous avons reculé) **et du secret des affaires** (48% de recul).

Sur la mesure très emblématique du travail du dimanche, même la droite juge très majoritairement que le gouvernement a renforcé la loi (64%, pour 66)% des Français.

Au final, **59% des Français jugent que « le gouvernement a tenu bon et conservé l'essentiel du projet de loi »** - dont 79% au PS, 59% à l'UMP et 55% à l'UDI.

⇒ Cette loi est bien devenue, à mesure des débats, l’emblème d’un réformisme que les Français attendent : **56% estiment qu’il s’agit d’une « réforme importante pour la France », soit 6 points de plus qu’à la mi-décembre** (l’ampleur de l’opposition a pu conforter l’a priori favorable des Français - « si elle génère autant d’oppositions, c’est qu’elle doit faire bouger les choses ») , **dont 64% des sympathisants socialistes, 54% au Front de gauche et la moitié des sympathisants de droite.**

51% jugent même que cette loi « constitue un levier pour relancer la croissance en France » - 65% au PS, 50% au Front de gauche et 47% à droite - ce qui, compte tenu de la morosité ambiante et des critiques sur les insuffisances de la loi, est assez exceptionnel.

2. Usage du 49-3 : une séquence très politique qui paraît avant tout décryptée comme telle ; mais qui provoque par contrecoup une demande de retour d’apaisement et de dialogue.

⇒ **Il est probable que les Français aient vécu les événements de cette semaine avec une certaine distance** et l’impression d’assister à des « jeux politiques » qui les concernent assez peu. C’était déjà ainsi qu’avait été vécu le remaniement d’août dernier.

Ils sont d’ailleurs **sans illusions sur les motivations des uns et des autres** : 80% estiment ainsi que les parlementaires UMP qui ont refusé de voter la loi Macron agissaient par « *calcul électoral* » plutôt que dans « *l’intérêt de la France* » (dont 56% des sympathisants UMP ! – sondage Odoxa).

⇒ **Mais l’usage du 49-3 les interroge : seuls les sympathisants PS l’approuvent largement** (66% pour Odoxa, 69% pour l’Ifop). Tous les autres le désapprouvent plutôt : 55% dans le sondage SIG, 63% dans le sondage Odoxa.

L’expression « *passage en force* » revient très souvent dans les verbatims : bien qu’ils se plaignent en permanence de la lenteur du processus parlementaire et des responsables politiques, qui sont à leurs yeux la source principale des blocages du pays, ils semblent **davantage aspirer à un jeu démocratique redevenu normal (i.e. efficace ?) qu’à des procédures exceptionnelles pour surmonter les blocages.**

⇒ De fait, **les Français semblent reprocher un manque de dialogue :**

- **les très longues concertations au Parlement n’ont guère été vues** (la scène parlementaire est traditionnellement absente des radars de l’opinion). Les Français n’ont ainsi **pas le sentiment que le gouvernement a suffisamment pris le temps de dialoguer avec les parlementaires** (à 61%, dont 51% à gauche et 40% des sympathisants PS).
- dans le même ordre d’idée, **62% jugent que les critiques émises par les frondeurs sont « pertinentes et doivent être prises en compte »** (mais seulement 54% des sympathisants PS), contre 38% qui pensent que ce sont « *des manœuvres politiciennes que le gouvernement doit ignorer* »¹.

En suivant la même logique, les Français - et notamment ceux de gauche, à moins de 40% - ne semblent **pas vouloir demander le départ des frondeurs du PS** (Odoxa). Davantage qu’un soutien à leurs orientations, il est probable qu’ils ne voient pas l’intérêt d’aggraver une crise et de risquer la paralysie du pays pour des motifs qu’ils ne saisissent pas vraiment.

¹ Nb : dans cette question à double fond, ni les revendications ni la doctrine des frondeurs n’étant comprises par l’opinion, il faut sans doute voir surtout une volonté de dialogue (préférence pour « *être prises en compte* » vs. « *ignorées* ») plutôt qu’un jugement sur les raisons de l’opposition des frondeurs (« *pertinentes* » vs. « *manœuvre politicienne* »).

⇒ Quant à savoir **qui sort renforcé et affaibli de cette séquence**, les Français ont du mal à compter les points dans ce jeu dont ils ne connaissent pas toutes les règles (beaucoup ne se prononcent pas). On peut toutefois noter que :

- **l'autorité et la volonté d'avancer paie, mais polarise** : M. Valls et E. Macron ressortent renforcés aux yeux de leurs soutiens (32% des Français et une courte majorité au PS) - mais affaiblis aux yeux de leurs opposants (39% des Français et la moitié des sympathisants de droite).
A noter également qu'entre les deux vagues du baromètre JDD (une il y a 8 jours, une ce week-end – le JDD publie la moyenne) le Premier ministre gagne 4 points (44% puis 48% de popularité après ce « passage en force ») et le Président 3 points.
- **l'UMP ne tire pas son épingle du jeu** : 19% l'estiment renforcée par la séquence (dont 23% à droite et 28% chez les sympathisants UMP), et 29% affaiblie. Preuve qu'elle a été difficilement audible et sa position peu compréhensible.
- **les contradictions et les tensions au sein du PS lui nuisent** : la majorité présidentielle ressort affaiblie de la séquence selon 50% des Français ; les frondeurs sont affaiblis pour 39% (dont 51% des sympathisants PS). C'est un enseignement déjà vu : il est très difficile de capitaliser à gauche en se mettant en travers de l'action du gouvernement.
- **alors qu'il a été relativement absent des débats, le FN en sort renforcé** pour 33% des Français et affaibli pour 14% : preuve qu'il gagne chaque fois que droite et gauche donnent l'impression de s'enfermer dans des débats politiques et perdre de vue les préoccupations des Français.
- **le Président bénéficie moins de cette séquence** : il en ressort plutôt affaibli pour 44% des Français (dont 29% à gauche et 59% à droite) contre 17% qui le jugent renforcé (et 33% au PS). Ce résultat est cependant aussi un effet de polarisation (contrairement au PM, la droite le juge très sévèrement).

- Avec les épisodes de cette semaine, la loi Macron a repris d'un coup une visibilité qui commençait à s'estomper, et reste largement approuvée.
- Signe que l'urgence économique reste prédominante (et surpasse les réflexes idéologiques), la demande de réformisme qu'elle incarne est toujours très majoritaire à gauche, et s'étend même jusqu'à partager les sympathisants Front de gauche.
- Tant que cet état d'esprit persistera, il est peu probable que les critiques des frondeurs puissent être comprises par l'opinion - d'autant qu'ils ne proposent pas aux yeux des Français de politique plus « efficace » pour les sortir de la crise.
A l'inverse, la ligne réformiste continue à agréger à gauche (cf. questions d'actualité de la semaine dernière ; et sondage Odoxa / Le Parisien de ce week-end : M. Valls est la personnalité de gauche avec les idées de laquelle les sympathisants PS se sentent les plus proches - 76% -, bien devant M. Aubry ou B. Hamon).
- L'usage du 49-3 semble être positif en termes d'opinion, du moins à court-terme. Il résonne avec des images bien ancrées : antiparlementarisme et critique récurrente des lenteurs des procédures ; demande de réforme et dénonciation des conservatismes et corporatismes qui bloquent le pays ; a priori positif sur la loi Macron ;...
- Mais il n'est pas pour autant un blanc-seing : les débats autour de son usage ont aussi révélé des risques, et en particulier celui de donner le sentiment de s'enfermer dans la crise de la

représentation et du politique (en utilisant des procédures d'urgence et en accentuant les clivages) plutôt que de la régler. Les Français préféreraient que l'on « répare » le système politique – qui reste la meilleure façon d'affronter efficacement la crise – plutôt que l'on aggrave l'instabilité donc la possible paralysie du pays.

En mineur, il est possible qu'une partie de l'opinion nous reproche de faire beaucoup de bruit pour pas grand-chose, et en retirent le sentiment d'un bazar à la tête de l'Etat et de disputes qui font perdre de vue leurs préoccupations.

Sans doute serait-il utile de justifier à nouveau, dans les prises de parole futures, l'utilisation de cette procédure dérogatoire non comme un principe mais bien comme un dernier recours, au regard d'une part de ce qu'aurait été l'alternative (pas de loi – ce que les Français ne semblent pas avoir entendu – et un bon texte bloqué pour de mauvaises raisons) et d'autre part en soulignant l'importance des tentatives de conciliation (durée des débats, 1000 amendements etc.).

➤ Enfin, les postures prises cette semaine pourraient résonner avec les traits d'image de chacun, en positif mais aussi en négatif :

- Pour M. Valls, surjouer l'autorité (où il n'a pas de problème d'image) risque de le faire basculer du côté de l'autoritarisme (certaines critiques commençaient à poindre dans les commentaires sur un PM fébrile et isolé).
- Pour le Président, la recherche de conciliation pourrait le renvoyer à ses faiblesses perçues : manque d'autorité, indécision ou reculs, incapacité à contrôler sa majorité. Cela a pu brouiller le message aux yeux des Français (est-il garant du dialogue ou de la ligne réformiste ? courageux face aux frondeurs ou cherchant avant tout à rassembler la gauche par calcul électoral ?) et expliquer qu'il ait moins profité de la séquence.

Plutôt que de rester chacun sur son registre, au risque que les traits d'image se retournent, il pourrait y avoir un intérêt à tenter le contre-emploi : le Président jouant l'autorité, la volonté d'avancer et de lever les blocages ; le Premier ministre cherchant à se positionner comme un facilitateur conciliant mais ferme, garant de l'unité de sa majorité au nom de l'intérêt général.

1. Perception de l'antisémitisme en France et emploi du mot « islamo-fascisme »

⇒ **78% jugent que l'antisémitisme est une menace pour la société française** (y compris 73% des sympathisants FN). Les plus âgés sont beaucoup plus sensibles à cette menace (89% des plus de 65 ans, contre 70% des moins de 35 ans). **73% sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle « s'attaquer aux juifs de France, c'est s'attaquer à la France elle-même »** (le FN se distingue un peu plus sur ce point : 59% de ses sympathisants souscrivent à cette affirmation).

⇒ **Dans la lutte contre l'antisémitisme, 42% pensent que le gouvernement et le Président n'en font « pas assez », 37 % « comme il faut » et 21% « trop »** : des résultats stables depuis juillet. Dans la lutte contre le racisme, 51% pensent que le Président et le gouvernement n'en font « pas assez », 34% « comme il faut » et 15% « trop ».

⇒ **61% des Français jugent l'usage du mot « islamo-fascisme » plutôt adapté pour décrire l'idéologie des terroristes qui ont frappé l'Europe**, en des proportions similaires à gauche et à droite (mais on ne s'attendait pas à ce que les Français entrent dans un débat universitaire sur sujet - contrairement à « apartheid », il n'est pas culpabilisant ni ne nous met devant nos responsabilités...).